

Dialogue: l'opposition cède sur la C92 mais tient au départ de Gnassingbé en 2020



Les discussions du dialogue inter-togolais ont buté vendredi sur la question d'une nouvelle candidature de Faure Gnassingbé. Si la Coalition de l'opposition a accepté qu'en lieu et place d'un retour intégral à la Constitution de 1992, il soit procédé plutôt à une réforme sur 5 articles essentiels, elle tient à ce qu'en aucun cas nul, y compris le Chef de l'Etat actuel qui est dans son 3^e mandat, ne fasse un autre mandat de plus.

« Nous avons eu des discussions bilatérales avec le facilitateur et nous avons fait des propositions et je peux vous dire que nous avons fait beaucoup de concessions jusqu'aux limites que nous ne pouvons pas dépasser. En aucun cas nous ne pouvons accepter que l'actuel président de la République soit candidat à l'élection présidentielle de 2020. Pour nous, c'est quelque chose d'inacceptable », a déclaré Brigitte Adjamagbo-Johnson à BBC Afrique.

Mme Adjamagbo-Johnson a indiqué que la délégation du parti au pouvoir n'a pas accepté cette conception, voulant coûte que coûte que leur champion soit de la course à l'élection présidentielle de 2020.

« En aucun cas, nous ne pouvons accepter que l'actuel

président de la République soit candidat à l'élection présidentielle de 2020 », a-t-elle ajouté.

{loadmoduleid 210}

Pour la Coordinatrice de la Coalition des 14 partis de l'opposition, il n'est pas question, en ce qui concerne la limitation des mandats d'ôter la formule : En aucun cas nul ne peut faire plus de deux mandats.

Notons qu'au cours des travaux de vendredi dernier, le gouvernement a accepté collaborer avec la CENI pour la suspension de la préparation des élections, exigée par la Coalition de l'opposition depuis l'ouverture du dialogue. Une suspension saluée par la coordinatrice de la coalition qui compte tout de même dresser une liste des personnes encore en détention afin d'obtenir leur libération grâce à l'intervention du Président ghanéen, Nana Akufo-Addo.